



Amphore attique à figures noires, vers 550 avant J.-C. La cavalerie de l'armée grecque occupe les ailes alors que l'infanterie, placée au centre, supporte le plus grand poids de la bataille.

Centre d'enseignement militaire supérieur Air (CEMS Air)

Directeur de la publication :
Col Bernard Dartaguiette

Rédacteur en chef :
Cdt Jérôme Leroy

Rédacteur en chef adjoint :
Cne Safya Chodkiewicz

Rédacteurs du CESA :
Adc Jean-Paul Talimi
Sgc Fanny Boyer

Maquette :
M. Emmanuel Batisse
M. Philippe Bucher
Clc Zita Martins Nunes
Avt Antoine-David Da Silva
Manteigas

Crédits photographiques :
Fonds documentaire de la
bibliothèque du CESA

Diffusion :
M. Pierre d'Andre
Clc Dany Bachelet

Correspondance :
CEMS Air
1 place Joffre,
75700 PARIS SP 07 - BP 43
Tél. : 01 44 42 80 64
MTBA : 821 753 80 64
st.cesa@inet.air.defense.gouv.fr

Impression :
Imprimerie moderne de l'Est

Tirage 2 500 exemplaires

Les opinions émises dans les
articles n'engagent que la
responsabilité des auteurs.

TOUS DROITS DE REPRODUCTION RÉSERVÉS
ISSN 1769-4752

Relations internationales - Géopolitique

Les réfugiés 2

Économie

Les théories monétaires..... 4

Stratégie de sécurité

Clausewitz et la philosophie de la stratégie 6

Philosophie

Hegel 8

Espace

La Station spatiale internationale 10

Histoire de l'aéronautique et de l'espace

La Grande Guerre et l'emploi en masse
de l'aviation..... 12

Droit et institutions

La Commission d'accès aux documents administratifs
(CADA)..... 14

Sciences

Pythagore..... 16

Histoire

Sparte 18

Pensée politique

L'État-nation 20

Éthique

Le dilemme moral..... 22

La bibliothèque essentielle

Œdipe-roi de Sophocle 24

Arts

La céramique grecque 26

English Corner

Fish and chips..... 28

Les réfugiés

Le récent drame de Lampedusa a rappelé la difficile odyssee des migrants, notamment lorsqu'il s'agit de réfugiés. La notion même de « réfugié » est définie par la convention de Genève en 1951, et désigne une personne hors de son pays d'origine « *en raison d'une crainte fondée de persécutions dues à sa race, à sa religion, à sa nationalité, à son appartenance à un groupe social ou à ses convictions politiques et qui ne peut, du fait de cette crainte, ou ne veut se réclamer de la protection de ce pays* ». Les aléas climatiques conduisent à élargir cette définition en intégrant les « réfugiés écologiques ». En 2013, selon le Haut Commissariat aux réfugiés (HCR), le nombre de réfugiés a atteint un niveau record avec plus de 50 millions de personnes déplacées dans le monde.

Le choix de l'exil

La seconde guerre mondiale a provoqué le plus spectaculaire déplacement de réfugiés de l'histoire : le conflit indo-pakistanaï qui suivit la partition de 1947 a vu des millions de personnes déplacées sur les chemins de l'exil. Depuis, le moindre conflit engendre son lot de persécutions et de réfugiés : lors du drame de l'ex-Yougoslavie, 2 millions de personnes sont contraintes d'abandonner leur foyer. Depuis 1948, le conflit israélo-palestinien a provoqué un exil de milliers de Palestiniens vers la Jordanie et, dans une moindre mesure, vers les autres pays limitrophes. Les atteintes aux droits humains constituent un autre champ conduisant au « choix » de l'exil : en Birmanie, en Irak avec les Kurdes, ou encore au Sri Lanka.

Les catastrophes naturelles provoquent également un déplacement important de populations. Le récent typhon frappant les Philippines et le Vietnam a déjà entraîné des milliers de migrations de réfugiés vers les régions limitrophes. En 1977, la sécheresse qui frappe l'Éthiopie se conjugue avec le conflit mené contre la Somalie pour provoquer un flux de réfugiés inédit. Fuyant le conflit du Rwanda, des réfugiés rwandais se ruent vers le Burundi et l'Ouganda.

Des mouvements inédits

L'essentiel des réfugiés proviennent des continents asiatique, africain et sud-américain. Un réfugié sur trois est africain. Les conflits du Libéria touchant la Sierra Leone et le Ghana, l'instabilité de la Corne de l'Afrique sont à l'origine du déplacement de plus d'1,4 million d'Africains de l'Ouest. L'Asie a longtemps été marquée par les *boat people* fuyant le Vietnam et le Cambodge. La guerre civile au Sri Lanka a provoqué de nombreux départs. Les chrétiens du Timor oriental ont fui les persécutions religieuses. Le Proche-Orient est marqué par un nombre croissant de départs d'Afghanistan, d'Irak ou d'Irak. L'Amérique latine avec Haïti en tête n'est pas épargnée par ces exils. Les régions en

guerre du Caucase provoquent le départ massif de populations d'Azerbaïdjan ou d'Arménie. Plus proches de nous, les conflits de l'ex-Yougoslavie, affectent la Croatie, la Bosnie et la Serbie. Les pays d'accueil se trouvent essentiellement dans le Nord. Les États-Unis en sont le principal bénéficiaire. La Russie a accueilli plus de 60 000 Azéris, Arméniens et Géorgiens. L'Inde reçoit de nombreux réfugiés du Sri Lanka et du croissant afghan. Enfin, l'Union européenne accueille chaque année des centaines de milliers de réfugiés.

Les déplacements infranationaux concernent deux réfugiés sur trois dans le monde, soit près de 28 millions de civils. Les réfugiés ne sont pas tous voués à migrer vers des destinations lointaines mais parfois enclins au choix de régions plus sûres au sein de leur propre pays. Ainsi, les populations persécutées par les autorités au cœur du Darfour ont tenté de gagner d'autres espaces soudanais dans l'ouest du pays. En Colombie, la guérilla fait se déplacer plus d'1,5 million de personnes. Au Sri Lanka, la guerre civile fait migrer plus de 600 000 personnes. En Géorgie, plus d'un million et demi de personnes ont quitté leur foyer d'origine. Au Pakistan, en 2009, 3 millions de personnes ont dû fuir les zones d'affrontement entre taliban et armée pakistanaise dans le nord-ouest du pays. Globalement, depuis 2011, le nombre de réfugiés au sein de leur propre pays reste stable.

Aider et contrôler

L'office du Haut Commissariat aux réfugiés apparaît en décembre 1950 au sein des Nations unies. La définition du réfugié donnée par la convention de 1951 soulève deux interprétations possibles : restreinte, elle ne concerne que les personnes menacées et nécessitant protection ; plus large, elle vise les populations fuyant une situation de conflit. C'est la seconde définition qui anime les motivations du HCR qui procure une aide sanitaire et alimentaire auprès de 35 millions de personnes dans le monde. Les dons permettent d'alimenter un budget de fonctionnement de plus de 4 milliards de dollars. Outre les réfugiés et les déplacés à l'intérieur d'un même pays, les demandeurs d'asile, les rapatriés et les apatrides font l'objet de leur attention.

La gestion des flux est devenue une priorité pour les pays d'accueil. La récente affaire Léonarda a souligné la complexité des parcours et des identités des « réfugiés ». Face aux cas de détresse de personnes déracinées, les associations délivrent aide juridique et sociale pour obtenir un logement. Les demandes de statut de réfugiés, difficile à établir en raison d'absence de preuve de persécution, se heurtent aux réticences d'une opinion craintive devant cette forme particulière d'immigration. Le débat est vif et le ressentiment des populations d'accueil est une donnée que les pouvoirs publics doivent prendre en compte.

Les théories monétaires

L'intégration économique de la monnaie oppose deux conceptions doctrinales de politique économique (la conception keynésienne et la conception néoclassique) quant à leurs effets sur la sphère réelle et à leurs objectifs finals.

Nature de la monnaie

D'un point de vue institutionnel, la monnaie constitue un moyen de paiement caractérisé par l'universalité : elle doit être acceptée par tous, au sein d'une communauté. Sa valeur est fondée sur la confiance qu'ont en elle ses porteurs. Sa sécurité est un devoir pour l'autorité monétaire. Si cette dernière ne l'assure plus, devient monnaie ce que tout le monde considère être monnaie (paquet de cigarettes américaines à Berlin en 1945, après l'effondrement du mark). La monnaie est un bien spécifique, détenu en raison de ses fonctions d'**intermédiaire des échanges**, d'**unité de mesure** et d'**instrument de réserve**. Ces trois fonctions s'expliquent par une propriété essentielle de la monnaie : sa **liquidité**, permettant d'acquérir n'importe quel bien ou service. Toutefois, elle n'est réserve de valeur que si l'inflation ne ruine pas cette qualité fondamentale.

Monnaie-voile ou monnaie active ?

La monnaie exerce-t-elle une influence sur la production ? Il faut distinguer deux sphères de l'économie : la **sphère monétaire**, dans laquelle sont fixés les prix, et la **sphère réelle**, matérialisée par les biens. Deux doctrines s'opposent :

– dans une approche **dichotomique** (théorie néoclassique), les deux sphères sont indépendantes. La monnaie ne joue un rôle essentiel que dans la sphère monétaire. Elle détermine les prix selon la **théorie quantitative** : sous certaines conditions, le niveau général des prix est strictement proportionnel à la masse monétaire. Dans la sphère réelle, la monnaie n'est qu'un voile sur les échanges réels ;

– dans une approche **intégrationniste** (théorie keynésienne⁽¹⁾), sphère monétaire et sphère réelle coïncident. Il s'ensuit logiquement une conception active de la politique monétaire, qui, combinée avec une politique budgétaire, est susceptible d'agir sur la conjoncture.

Offre et demande de monnaie

La **demande** de monnaie, selon l'**analyse néoclassique**, est motivée par des encaisses de transaction et de précaution, destinées à la consommation et à l'épargne. Pour Friedman⁽²⁾, fondateur de l'école monétariste qui a renou-

velé la pensée néoclassique, la demande de monnaie est une fonction **stable**, dépendante du revenu permanent, car les encaisses monétaires intègrent une dimension patrimoniale (actifs réels, financiers et humains).

La **vision keynésienne** ajoute une dimension spéculative à cette demande ; elle dépend aussi du taux d'intérêt. S'il est élevé, alors les agents répartiront leur portefeuille au profit de titres de placement. Mais s'il devient faible, alors ils thésauriseront davantage et placeront moins. Donc, pour Keynes, la demande de monnaie est **instable** et potentiellement élastique au rendement des titres (taux d'intérêt).

L'**offre** de monnaie, c'est-à-dire la quantité d'instruments monétaires en circulation, peut être endogène ou exogène. Elle est **exogène** (Friedman) lorsqu'elle est fixée par les banques commerciales et régulée par la banque centrale.

Ainsi, les ménages et les entreprises n'exercent aucune influence sur la monnaie, et la responsabilité de l'inflation incombe à la banque centrale. Mais de plus en plus de théoriciens considèrent que la quantité de monnaie est au moins partiellement **endogène**, les agents non bancaires exerçant une influence sur le marché quand ils se portent demandeurs de monnaie.

Sur tout marché, la rencontre de l'offre et de la demande conduit à un **équilibre**. Mais il se réalise de façon différente selon les théories :

- pour Keynes, les variations du taux d'intérêt assurent l'équilibre du marché monétaire : elles peuvent relancer l'activité économique *via* l'investissement ou, au contraire, la freiner en cas de risque inflationniste ;
- pour Friedman, les variations du taux d'intérêt ne jouent aucun rôle. Tout accroissement de l'offre de monnaie provoque une inflation : les agents comprennent qu'ils ont été dupés par une illusion monétaire, ils révisent à la hausse leurs anticipations du niveau d'inflation et réévaluent leurs encaisses réelles à la baisse, sur la base des nouveaux prix relatifs. L'inflation abaisse alors leur pouvoir d'achat réel, sans résorber le chômage⁽³⁾.

Aujourd'hui, la politique keynésienne s'efface derrière la stratégie des banques centrales, qui privilégient la stabilité monétaire.

1. J. M. Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1939.

2. M. Friedman, *The role of Monetary Policy*, 1968.

3. Dilemme entre inflation et chômage révélé par la courbe de Phillips (*cf. Carnets du Temps* n° 44, février 2008).

Clausewitz et la philosophie de la stratégie



DR

La stratégie a connu des transformations prodigieuses au cours des dernières décennies. Elle a débordé de la sphère militaire pour couvrir tout le champ conflictuel avec une combinaison de moyens diplomatiques, économiques et militaires. Elle met en œuvre des moyens de plus en plus perfectionnés, avec une composante scientifique et technique qui tend à reléguer au second rang le courage des combattants et l'ingéniosité du stratège. C'est du moins la vision dominante que les Américains essaient d'imposer avec leur discours sur la Transformation.

Quel est l'effet réel de ces transformations dont la portée ne peut être niée ? Est-il possible de retrouver, au-delà de ces changements continuels et accélérés, quelques invariants qui permettent de replacer l'actualité dans le temps long, de redécouvrir les fondements et les principes de la stratégie ? Cela est certainement possible, et la vogue des classiques, de Sun Zi à Clausewitz, suffit à le prouver. Facile à comprendre, Sun Zi est aujourd'hui l'auteur le plus connu. Il fascine par son antiquité et par son exotisme. Clausewitz n'a pas ces avantages. Homme du XIX^e siècle, il est encore relativement proche de nous. Au surplus, il a un passé chargé, sinon douteux, puisqu'on l'a maintes fois accusé d'avoir été l'une des sources intellectuelles du militarisme prussien. Enfin, il a le défaut irrémédiable d'avoir la plume prolixe comme dans son traité, *Vom Kriege (De la Guerre)*, écrit dans un style difficile à lire qui doit beaucoup à l'idéalisme philosophique allemand.

Pourtant, Clausewitz connaît, depuis une trentaine d'années, un retour en grâce remarqué. Le principal point de départ a été la nouvelle traduction américaine par deux grands spécialistes, Michael Howard et Peter Paret, publiée en 1976. Elle s'est très vite imposée comme un *textbook* dans l'enseignement militaire américain et les traductions ont alors déferlé dans tous les pays. Clausewitz a inspiré de multiples travaux dans les domaines les plus divers, y compris la stratégie spatiale et la stratégie de lutte contre les

menaces asymétriques. Comment expliquer un tel succès, une telle diversité d'application ? Tout simplement en raison de la méthode même du général prussien. Contrairement à lui, son grand concurrent Jomini essayait de poser des règles immédiatement applicables, d'apprendre le maniement d'une armée sur la carte, sur le théâtre d'opérations. Il partait de l'histoire pour accumuler des exemples dont il tirait des principes.

Clausewitz ne donne pas de règles applicables, il essaie de faire comprendre la complexité inhérente au phénomène guerre et d'en tirer des méthodes de raisonnement. Il recourt à l'histoire pour illustrer ses propositions, mais celles-ci lui sont dictées par le raisonnement. Il part d'un concept central, la guerre, et s'efforce d'en tirer toutes les implications : qu'est-ce que la guerre ? quelles en sont les finalités ? quels en sont les moyens ?...

À chaque fois, une proposition donne lieu à une suite logique à la manière d'une pelote de laine que l'on tire en faisant surgir constamment de nouveaux fils, ici de nouvelles questions, de nouvelles conséquences pour le raisonnement. La méthode est rigoureusement philosophique : on part du concept pour aboutir à un système. Cela se vérifie dans tous les aspects du problème. Clausewitz ne se contente pas de poser des principes généraux. Ce qui est remarquable chez lui est qu'il accepte d'entrer dans des discussions très concrètes sur la défense en montagne ou le franchissement des marais. Même ces passages, devenus totalement désuets d'un point de vue tactique, restent profitables d'un point de vue stratégique. Clausewitz, après avoir exposé le problème concret, remonte à la source intellectuelle, essaie de cerner le problème théorique suggéré par la question concrète, toujours avec l'idée centrale : les moyens ne peuvent pas être étudiés indépendamment de la fin. La grande démonstration de Raymond Aron a joué un rôle essentiel dans la nouvelle interprétation de Clausewitz. Les lectures militaires du XIX^e siècle et de la première moitié du XX^e siècle s'efforçaient d'interpréter Clausewitz en fonction des préoccupations immédiates de l'époque : comment faire la guerre ? comment employer au mieux les moyens ? La question des fins était renvoyée en arrière-plan, elle était censée ne pas avoir d'influence directe sur la conduite des opérations. Aron a restitué au questionnement de Clausewitz sa véritable signification : tout ramener aux fins ; c'est en cela qu'il est actuel et que sa méthode de raisonnement peut être transposée à des situations, à des conflits, dont il ne pouvait avoir la moindre idée.

Hegel

Cet article est le premier d'une série de quatre, traités aux n°s 104, 106 et 108 des Carnets du Temps.

La fin de la philosophie

Il peut paraître étrange de commencer des leçons de philosophie par un penseur qui est considéré comme ayant voulu achever la philosophie. Et pourtant, en un sens, rien n'est plus rationnel puisque c'est à la fin qu'un parcours – celui qu'a constitué l'histoire de la philosophie – devient intelligible.

C'est que la philosophie de Hegel, si elle apparaît en un lieu et à un moment précis (en Allemagne, au XIX^e siècle), se veut plus qu'une philosophie parmi d'autres. L'ambition de Hegel (1770-1831) est de résumer en lui, et d'achever toute l'histoire de la philosophie. Sans doute un tel projet peut-il paraître présomptueux, mais il peut aussi apparaître d'une humilité sans précédent. Car on pourrait soutenir, sans trop de paradoxe, qu'il n'y a pas de philosophie hégélienne, que c'est la philosophie elle-même qui prend conscience de son histoire et s'achève ainsi dans le système hégélien. C'est dire



l'importance, chez Hegel, de cette notion d'histoire de la philosophie – qui n'a rien de purement historique. L'idée essentielle de Hegel est que « le vrai est un résultat » : ce qui signifie qu'il s'est d'abord manifesté, tout au long de l'histoire, sous une forme inadéquate et que ce n'est qu'à terme, qu'il a fini par se dépouiller pleinement de ce caractère inadéquat. On peut donc dire que toutes les philosophies précédentes sont fausses, mais on peut aussi, et plus légitimement, affirmer qu'elles sont toutes vraies – bien que leur vérité ne soit que partielle. En termes hégéliens, on dira qu'elles constituent toutes un *moment*, à la fois chronologique et logique, de *la* philosophie. Ce qui suppose, bien sûr, que celle-ci, loin d'être une simple collection d'opinions, est fondamentalement rationnelle et que l'histoire est le champ dans lequel cette rationalité s'exprime.

Une philosophie de l'extériorisation

Le propre de la conscience est de s'extérioriser, de sortir d'elle-même, de se réaliser (littéralement de se faire chose, *res*), afin de s'éprouver et de se prouver dans l'extériorité du monde. Telle est la notion, fondamentale chez Hegel, d'*expérience* (la *Phénoménologie de l'esprit* porte d'ailleurs comme sous-titre : *Science des expériences de la conscience*). Sans doute cette sortie de soi (*Aüsserung*), cette scission d'avec soi, cette extériorisation (*Enttäusserung*) ne va-t-elle jamais sans un risque d'aliénation (*Entfremdung*) : en sortant de soi, en allant vers le monde et en agissant, on risque de se perdre soi-même. C'est bien sûr en agissant que je prends le risque de mal agir, de me tromper (dans le domaine de la connaissance) ou de faire le mal (dans le domaine moral), mais pour Hegel ce risque est inhérent à l'agir humain. La peur de l'erreur est donc la pire des erreurs, comme l'affirme Hegel, et « seule la pierre est innocente » – puisqu'elle n'agit pas. C'est que « l'être de l'homme est son action » et que la peur du risque est le plus grand des risques, car elle peut conduire à l'inaction. Sans cette nécessaire extériorisation, quelque risque d'aliénation qu'elle nous fasse courir, la conscience manquerait d'effectivité, elle demeurerait un « je » abstrait (*Ich*), sans jamais devenir un soi concret (*Selbst*). Langage et travail sont les deux modalités d'extériorisation de la conscience, et de réalisation de soi. Et Hegel nomme « belle âme » toute conscience qui prétendrait s'enfermer en elle-même et refuser ce contact avec le monde et les autres. La belle âme est en effet cette conscience qui « vit dans l'angoisse de souiller la splendeur de son intériorité » : il lui manque la force de s'extérioriser, de se faire soi-même une chose – et le destin de la belle âme est bien l'ineffectivité puisque, comme le précise Hegel, « elle s'évanouit comme une vapeur sans forme qui se dissout dans l'air ». On pourrait dire que la belle âme est une conscience abstraite qui, de peur de se salir les mains, n'agit pas. Sur ce point, c'est toute la philosophie contemporaine, d'une certaine manière, qui vient de Hegel – et le titre du livre de Sartre, *Les Mains sales*, est révélateur d'une telle influence. Cette extériorisation signifie aussi que le moi ne peut se connaître et se réaliser que dans un rapport à autrui – et c'est là aussi en un sens très hégélien que Sartre a pu affirmer qu'autrui est la médiation entre moi et moi-même.

La Station spatiale internationale

Réalisée par seize pays sous maîtrise d'œuvre de la NASA, la Station spatiale internationale (ISS) apparaît comme le symbole d'une coopération réussie dans les vols habités, domaine autrefois objet d'une vive compétition entre les États-Unis et l'Union soviétique.

Un projet américain à vocation internationale

Le 25 janvier 1984, le président Reagan annonce son intention de construire une station spatiale américaine habitée en permanence et invite ses alliés à prendre part au projet. Il souhaite en effet contrer la domination soviétique dans le domaine des stations alors que l'URSS travaille à la conception de la station *Mir*. Par ailleurs, la présidence américaine désire trouver un objectif spatial autour duquel mobiliser la nation.

Dès 1985, les premiers alliés rejoignent le projet, alors appelé *Freedom* : l'Europe par l'intermédiaire de l'Agence spatiale européenne (ESA), le Canada et le Japon. La mise en service de la station, au départ prévue pour 1993, prend du retard à cause de l'augmentation constante des coûts de fabrication. En 1988, l'administration Reagan se voit obligée de demander l'accélération de l'internationalisation de la station pour en réduire les coûts. Au regard du *National Space Council*, cet élargissement de la coopération est aussi l'occasion d'exercer une influence sur l'orientation des entreprises spatiales dans le monde. Deux ans plus tard, les coûts allant toujours croissant, la NASA est sommée de revoir le projet encore à la baisse. Mais avec la fin de la guerre froide, le Congrès américain devient moins réticent au projet. En effet, les Russes mettent à leur tour à contribution leur savoir-faire et leurs compétences spatiales. En 1997, le projet prend le nom d'*International Space Station (ISS)* et l'année suivante il doit encore faire face à des contraintes budgétaires : les Russes ont épuisé leurs crédits et le budget de l'opération atteint les 24,7 milliards de dollars (au lieu des 8 milliards prévus en 1985). Néanmoins, la NASA continue de défendre le projet, arguant que suspendre les vols habités reviendrait à faire des États-Unis une puissance de second ordre.

Une coopération spatiale internationale au profit de la réalisation de l'ISS

La construction de l'ISS commence en 1998. Malgré un coût toujours croissant et des délais qui s'allongent, 16 pays, dont la Russie, coopèrent sur ce projet scientifique et technique parmi les plus ambitieux de l'histoire spatiale.

Le 20 novembre 1998, les Russes inaugurent ce symbole de coopération en lançant le premier élément de l'ISS, *Zarya*. Un mois plus tard, le module

américain *Unity* est lancé à son tour. Au total, plus de 400 tonnes de matériel sont assemblées en une quarantaine de vols.

Le 11 février 2008, la navette spatiale américaine *Atlantis* amarre le laboratoire européen *Columbus* à l'*ISS* avec l'aide du spationaute français Léopold Eyharts aux commandes du bras articulé de la navette. Ce module se compose de 10 compartiments qui ont diverses fonctions dans les domaines du stockage, de la climatisation et des expériences scientifiques. *Columbus* adopte les mêmes normes que celles appliquées par les Japonais et les Américains afin de faciliter l'amarrage et la coopération scientifique avec les autres nations (à l'exception des Russes).

En cette année 2013, l'*ISS* comporte 13 modules assemblés en deux sous-ensembles : **l'un sur le modèle russe et l'autre sur celui voulu par la NASA**. En avril 2014, l'*ISS* devrait être totalement achevée avec le lancement des deux derniers éléments par le lanceur russe *Proton*.

Missions et objectifs de l'*ISS*

Avec ses 108 mètres de long et ses 74 mètres de large, l'*ISS* est le plus grand objet placé en orbite. Depuis 2000, la Station voit se succéder les équipages internationaux, passés de 3 astronautes à 6 en 2009. Ces hommes qui effectuent des missions de 3 à 6 mois sont placés sous commandement américain et russe. Depuis l'arrêt de la station spatiale américaine en 2011, le vaisseau russe *Soyouz* assure à lui seul la relève de ces équipages.



DR

l'*ISS* est d'abord un laboratoire de recherches concernant l'environnement spatial, notamment dans le domaine de l'adaptation de l'homme au milieu spatial (absence de gravité).

Le ravitaillement de l'*ISS* s'effectue périodiquement par des vaisseaux *Soyouz* et *Progress* russes mais aussi par les ATV (*Automated Transfer Vehicle*) européens et HTV (*H-II Transfer Vehicle*) japonais.

Ce programme, d'un coût de l'ordre de 180 milliards de dollars, devrait prendre fin vers 2020. Si l'*ISS* a le mérite d'être le plus grand programme de coopération jamais établi dans l'espace au-delà, aucun nouveau projet de station n'est décidé, ni même d'exploration humaine de l'espace sauf du côté chinois. De fait, l'espace habité, qui fut naguère un enjeu de compétition entre l'Est et l'Ouest, est aujourd'hui à la recherche de nouveaux objectifs.

[Sous la haute direction de monsieur Jacques Villain, membre de l'académie de l'air et de l'espace](#)

La Grande Guerre et l'emploi en masse de l'aviation

De la Grande Guerre dans les airs, la mémoire collective conserve l'image des combats singuliers entre as, les Guynemer, Madon, Heurtaux et autres Fonck, des aérostiers dont les ballons captifs surplombent la ligne de front pour régler les tirs d'artillerie et de l'aviation d'observation faisant courageusement son travail au-dessus des tranchées de l'adversaire. La réalité est à la fois bien plus complexe et moins héroïque.

En réalité, de 1914 à 1918, l'aviation militaire s'éloigne de plus en plus d'une approche presque individualiste du combat pour entrer dans l'ère de l'emploi en masse. Lors des grandes batailles livrées pendant les huit derniers mois des hostilités, les avions des deux camps interviennent par centaines dans les opérations au sol, marquant une avancée décisive dans l'histoire de la stratégie aérienne

De Verdun aux groupes de combat

S'il est vrai que le concept de maîtrise de l'air naît et se développe pendant la bataille de Verdun, à partir de février 1916, la grande offensive menée par l'armée française en Champagne, en septembre 1915, laisse présager une telle évolution. L'aviation d'observation et de bombardement française est considérablement gênée dans son travail par l'action des chasseurs *Fokker* allemands qui dominent le ciel. Le commandement aérien en déduit la nécessité d'être maître des airs dans un secteur déterminé pour pouvoir, à l'avenir, conduire la manœuvre au sol. Mais ce sont les Allemands qui massent leurs avions en de puissantes phalanges qui, lors de l'engagement de l'attaque sur Verdun, balayent du ciel les avions français. Ce sont les Français qui, en réunissant leurs meilleures escadrilles en un groupement placé sous les ordres d'un seul chef, en arrière du front menacé, renversent le cours des événements, règnent en maître dans les airs à leur tour et permettent à l'artillerie amie, renseignée par les avions d'observation et les ballons, de frapper les lignes et les arrières ennemis avec plus de précision.

De la bataille de la Meuse, les aviateurs français tirent l'idée selon laquelle l'aviation de chasse, pour se montrer plus efficace, se doit d'opérer en masses plus ou moins importantes. L'organisation suit quelques mois plus tard, en



DR

Breguet XIV

pleine bataille de la Somme, où les alliés sont partis à l'offensive en juillet 1916. Dans les dernières semaines de cette année, en effet, Barès, chef du service aéronautique aux armées, organise les premiers groupes de combat, des unités de chasse puissantes et manœuvrables, constituées de plusieurs escadrilles qui constituent des ensembles cohérents et permanents.

La division aérienne

Les Allemands ne sont pas en reste dans cette lutte permanente entre la cuirasse et l'épée. Le « cirque *Richthofen* », fort de nombreuses escadrilles équipées de chasseurs véloce et dotées d'une grande puissance de feu, sème l'effroi dans l'aviation britannique pendant l'offensive alliée d'avril 1917, le « *Bloody April* » (le mois d'avril sanglant pour le *Royal Flying Corps*). L'homme qui pousse toutefois le plus en avant le concept d'emploi en masse de l'aviation dans la bataille est un colonel français, Duval, nommé à la tête du service aéronautique aux armées en août 1917. Devenu général en mai 1918, cet officier capable et intelligent organise une partie de l'aviation française en une division aérienne, à laquelle il affecte la mission d'intervenir, avec près de six cents avions, sur le front du combat.

En procédant de la sorte, Duval entend compenser la faiblesse des effectifs terrestres amis face au gigantesque renforcement dont les armées allemandes du front occidental bénéficient à la suite de la défection russe. En quelque sorte, le matériel permet d'équilibrer les effectifs en hommes. La division aérienne, dont la constitution suscite de très nombreuses critiques au sein de l'appareil militaire français, parce qu'elle offre une certaine autonomie opérationnelle à l'aviation par rapport aux groupes d'armées et aux armées terrestres, est un ensemble équilibré d'escadres (le mot apparaît pour la première fois dans l'aéronautique française) de chasse et de bombardement qui opèrent en liaison tactique étroite (sur les arrières immédiats du front contre les colonnes, les gares, les convois, les ponts). Cet ensemble, qui opère au sein d'une masse de 1 500 avions placés sous le commandement du général américain Mitchell en septembre 1918, lors de l'offensive de Saint-Mihiel, joue un rôle essentiel dans la bataille menée pendant toute cette année sur le front occidental, tant dans la défensive que dans l'offensive.

La Commission d'accès aux documents administratifs (CADA)

Dans les années 1970, dans le cadre d'une vaste réforme de l'administration française, ont été créées des institutions d'un nouveau type chargées d'une fonction de régulation. Qualifiées d'autorités administratives indépendantes, elles offrent à l'opinion une garantie renforcée d'impartialité des interventions de l'État. Bien que la plupart soient dépourvues de personnalité morale et soient ainsi parties intégrantes de l'État, elles échappent à tout contrôle hiérarchique et leurs membres ne peuvent être démis de leurs fonctions avant la fin de leur mandat. Dans ce contexte et dans un objectif de transparence dans les relations entre les citoyens et l'administration, la loi du 17 juillet 1978 crée la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

Composition

La Commission d'accès aux documents administratifs (CADA) est présidée par un conseiller d'État et est composée de 10 membres : un magistrat de la Cour de cassation et un de la Cour des comptes, trois élus (un sénateur, un député et un élu local), un professeur de l'enseignement supérieur, un membre de la CNIL⁽¹⁾ et trois personnalités spécialisées dans les archives, la concurrence et la diffusion publique de l'information. Pour accomplir sa mission, la CADA dispose d'un secrétariat dont les agents sont mis à sa disposition par les services du Premier ministre et de rapporteurs chargés de l'instruction des dossiers.

Rôle

La CADA est chargée de « *veiller au respect de la liberté d'accès aux documents administratifs* » en émettant un avis « *lorsqu'elle est saisie par une personne à qui est opposé un refus de communication d'un document administratif (...), un refus de consultation des documents d'archives publiques (...) ou une décision défavorable en matière de réutilisation d'informations publiques* ».

Elle ne possède donc pas de pouvoir de décision mais elle est une voie de recours obligatoire précontentieuse et dispose d'une autorité morale certaine compte tenu de la qualité de ses membres et de ses avis.

Procédure

Tout administré qui s'est vu refuser l'accès à un document administratif peut et doit saisir la CADA avant d'engager une instance contentieuse. Devant un refus de l'administration (au-delà d'un mois, une absence de réponse équivaut à un refus du service concerné) l'administré dispose de deux mois pour saisir la Commission d'accès aux documents administratifs. Pour la consultation d'un dossier médical détenu par un hôpital public, ce délai est ramené à 8 jours.

La CADA, qui accuse réception de la demande en indiquant la date à laquelle la demande de l'intéressé sera étudiée en commission, dispose théoriquement d'un mois pour répondre, La Commission peut se déclarer *incompétente* si les documents relèvent d'un régime spécial. Elle considère comme *irrecevables* les demandes qui ne sont pas assez précises, ou *sans objet* pour les documents déjà transmis ou qui n'existent pas. Enfin, et surtout elle émet des *avis favorables* parfois *sous certaines réserves*, ou *défavorables*. Dans tous les cas, l'avis est transmis à l'administré et à l'administration qui dispose d'un mois pour faire connaître à la CADA les suites qu'elle entend réserver à la demande. En cas de persistance du refus, l'intéressé peut saisir le tribunal administratif. La procédure est simple et rapide, et purge la plupart du temps le litige. Le nombre croissant de demandes dont a à connaître la CADA témoigne à lui seul du succès de cette institution et des progrès accomplis pour assurer la transparence administrative.



1. Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Sous la haute direction de madame Odile Fuchs-Taugourdeau, magistrate, vice-présidente de section au tribunal administratif de Paris

Pythagore

Philosophe, mathématicien, Pythagore est le créateur de l'école pythagoricienne qui étudie les sciences dans une démarche théologico-politique. Véritable légende, on lui attribue certaines découvertes mathématiques fondamentales.



DR

Pythagore est né sur l'île de Samos, en Asie Mineure, au VI^e siècle. Il aurait été l'élève de Thalès et de son disciple Anaximandre. Après avoir fait, pense-t-on, un séjour en Égypte et à Babylone, il s'est installé à Crotona, une colonie grecque située dans le sud de l'Italie où il a fondé l'école pythagoricienne (585 à 400 av. J.-C.), secte religieuse, philosophique et scientifique à vocation politique. Cette école se donnait pour mission de lutter contre le relâchement des mœurs engendré par l'opulence aristocratique et préconisait la maîtrise de soi, le courage et la discipline collective dans le but de créer un lien entre l'humain et le divin. Les pythagoriciens vivaient en communauté et avaient pour consigne de rassembler l'ensemble de leurs découvertes. Modèle pour de nombreuses associations du même type, cette école verra sa dimension politique attaquée par la révolte populaire. Néanmoins, les recherches mathématiques se poursuivront encore pendant deux siècles. La légende née autour de Pythagore, et qui s'est développée au fil des siècles – on le disait fils d'Apollon, descendu aux Enfers, doué d'ubiquité, faiseur de miracles, capable de voir et d'entrer en contact avec l'invisible –, a voulu qu'on lui attribue la faveur de l'ensemble des découvertes de l'école.

Pythagore serait le premier à avoir utilisé le terme de « philosophie », (comme celui de « cosmos », désignant un monde soumis à un ordre), qui deviendra plus tard « les mathématiques ». Si Pythagore et son école ne sont à l'origine d'aucun écrit, on leur attribue des découvertes majeures qui auraient été véhiculées par la tradition orale jusqu'aux écrits de Socrate. Selon Aristote, le principe majeur des recherches de Pythagore est le suivant : « *Les nombres sont pour ainsi dire le principe, la source et la racine de toutes choses.* »

En effet, d'après Pythagore, qui développe ainsi une véritable mystique, source de proportion et d'harmonie, les nombres auraient engendré les dieux et les hommes, et seraient les éléments constitutifs de la matière. Selon la méthode de classement qu'il a mise en place, les nombres équivalent à des points disposés de telle manière qu'ils forment des figures géométriques semblables à des constellations (« *arithmologie mystique* »). Cette vision lui permet de développer sa propre conception cosmologique. Il s'agit d'une représentation dualiste, qui s'oppose à la pensée classique moniste⁽¹⁾. Selon

lui, la création de l'Univers résulte de la tension entre des principes opposés. Influencé par la religion, il s'attache à comprendre l'Univers grâce à une explication globale reliant l'ensemble du cosmos. Il est sans doute le premier à avoir accepté, mais pour des raisons esthétiques, la sphéricité de la Terre, constituant ainsi, avec sa réplique céleste, l'univers des deux sphères.

Les figures géométriques associées aux nombres et classées par catégories (nombres carrés, triangulaires, pentagonaux...) ont permis à l'école pythagoricienne de découvrir l'arithmétique grecque, basée sur les nombres entiers. Mais les pythagoriciens ont également découvert d'autres nombres, à l'exemple des nombres amicaux⁽²⁾ et des nombres parfaits⁽³⁾. 10, notamment, est l'objet de leur vénération, comme nombre sacré ou *tétrakys* (car $10 = 1 + 2 + 3 + 4$, mais aussi $10^2 = 1^3 + 2^3 + 3^3 + 4^3$). Sur le 10, les pythagoriciens prêtent serment.

En étudiant les rapports des nombres entiers, les pythagoriciens ont inventé la théorie des proportions, qui s'appuie en particulier sur les proportions musicales – un son harmonieux étant produit par des rapports exprimés en nombres entiers (la gamme de Pythagore). On attribue aussi à Pythagore la découverte des nombres irrationnels : alors que celui-ci ramenait la totalité du monde à des nombres entiers, il a fini par découvrir que certains rapports ne pouvaient s'exprimer avec ces nombres (le rapport de l'hypoténuse au côté dans un triangle rectangle isocèle comme « première » historique). Cette découverte a constitué un bouleversement dans l'histoire des mathématiques et nourri des recherches contradictoires comme celles menées par l'école d'Élée au ^ve siècle av. J.-C.

Enfin, bien sûr, le mathématicien est à l'origine du célèbre théorème de Pythagore : « *Le carré de l'hypoténuse est égal à la somme des carrés des deux autres côtés.* » En réalité, si ce théorème peut être déduit des recherches pythagoriciennes, il n'aurait pas dépassé au sein de l'école le stade de l'intuition.

Selon Aristoxène, Pythagore a le mérite d'avoir « *élevé l'arithmétique au-dessus des besoins marchands* ». Alors que les Égyptiens utilisaient les mathématiques de façon empirique et à des fins utilitaires, Pythagore en a fait une science démonstrative. Envisageant le nombre dans une perspective à la fois théologique et mathématique, il a ouvert le champ à la spéculation abstraite et amorcé en quelque sorte l'évolution de la pensée grecque de la religion à la rationalité, mais par le chemin d'un esthétisme mystique et transcendant, tourné vers les propriétés « parfaites et éternelles » des nombres et des figures, annonciateur de la pensée de Platon.

1. Qui sous les apparences de la multiplicité se rapporte à une seule réalité.
2. Deux nombres sont amicaux si chacun est la somme des diviseurs propres à l'autre.
3. Des nombres égaux à la somme de leurs diviseurs propres.

Sous la haute direction de monsieur le doyen Jean-Yves Daniel, inspecteur général de l'Éducation nationale

Sparte

La cité de Sparte occupe une place particulière au sein de la Grèce antique. Son organisation militaire rigoureuse lui a longtemps permis d'être un rempart contre les invasions perses. À la fin du v^e siècle av. J.-C., ce péril est écarté mais des rivalités entre les cités vont embraser l'ensemble de la péninsule. Ce conflit entraîne la ruine de Sparte et signe son déclin.

Un État militaire

Entre le ix^e et le vii^e siècle av. J.-C., le roi mythique Lycurgue instaure à Sparte une nouvelle constitution qui transforme la cité du Péloponnèse en un État militaire. « *Dans le but de bannir l'insolence, l'envie, l'avarice, le luxe, la richesse et la pauvreté, Lycurgue persuada les Spartiates de mettre en commun toutes les terres et de réduire toutes les fortunes au même taux.* »⁽¹⁾ Cette nouvelle organisation vise à former des soldats. Dès la naissance, l'enfant est présenté devant une assemblée qui décide s'il doit vivre. À l'âge de 7 ans, les fils des citoyens sont enlevés de leur famille pour subir un entraînement militaire afin de développer l'esprit de corps et la cohésion au service de l'État. Ils sont regroupés dans des casernes où l'on enseigne qu'il vaut mieux mourir que de reculer ou capituler devant l'ennemi. Les lâches, *tresantes* – les tremblants – qui fuient au combat deviennent des citoyens de second rang.

De vingt à soixante ans les hommes accomplissent un service militaire en menant une vie frugale et simple. Le soldat peut se marier, mais sans pour autant vivre avec son épouse. Les femmes, qui sont exclues de ce service militaire et de la vie politique, doivent cependant participer à un entraînement physique.

Organisation

Les jeunes hommes deviennent des citoyens lorsqu'ils entrent dans l'armée. Chaque citoyen dispose d'un *klèros*, une propriété foncière non héréditaire qui lui permet de subvenir à ses besoins et de payer sa participation aux repas collectifs (*syssities*) des citoyens. Ces terrains sont cultivés par les *hilotes*, des paysans assujettis à la cité qui constituent une main-d'œuvre servile. Les activités artisanales et commerciales, qui sont interdites aux citoyens, sont assurées par les *périèques*, des hommes libres qui ne possèdent pas de droits politiques dans la cité.

Lycurgue instaure aussi l'*eunomia*, l'égalité de la loi pour tous les citoyens. Pour cela, il amalgame les différents systèmes politiques existant en Grèce. Pour délibérer démocratiquement, les citoyens disposent de l'*Ekklesia*, une assemblée qui se réunit à date fixe pour approuver les lois élaborées par les *éphores*

(cinq membres élus pour un an par l'assemblée) qui sont chargés de surveiller les rois et les habitants de la cité, et la *gérousia* (conseil des anciens), une assemblée composée de 28 vétérans de plus de 60 ans, tribunal suprême qui juge les crimes et est seul à préparer les lois. Enfin, deux rois commandent les troupes : un durant les campagnes militaires, l'autre restant pour défendre le territoire.

Avec une telle organisation sociale, les Spartiates disposent d'une redoutable machine politique et militaire qui leur permet de conquérir l'ensemble du Péloponnèse.

La guerre du Péloponnèse



DR

Après l'écrasante victoire des Grecs contre les Perses à Platées, Athènes impose aux cités grecques son autorité. Sa suprématie tient à son imposante flotte qui protège son commerce maritime florissant. Les mines d'argent du Laurion financent cette armada. Mais, par principe, les cités grecques refusent toute forme d'impérialisme, qu'il soit perse ou athénien. Si la cité de l'Attique bénéficie d'un immense prestige après sa victoire à Marathon et à Salamine, les villes de Corinthe et Mégare cherchent désormais à se défaire du joug athénien. Elles trouvent en Sparte, qui dispose d'une puissance armée et du soutien financier discret des Perses, un moyen d'affaiblir l'empire maritime d'Athènes. La guerre du Péloponnèse débute en 431 et s'achève en 404 av. J.-C. Athènes, qui ne peut rivaliser sur terre avec Sparte, décide de se retrancher derrière les fortifications de l'Acropole. Cette décision désastreuse provoque la chute de la ville, la peste et la famine frappant l'ensemble des habitants. Le reste de la guerre n'est qu'une succession d'alliances et de batailles entre les cités. En 404, après un blocus maritime et terrestre, Athènes doit capituler. Mais Sparte sort très affaiblie de ce conflit : outre la perte d'une grande partie de son élite, elle doit faire face à des révoltes sociales qui entraînent sa ruine économique. Enfin, en 371 av. J.-C., lors de la bataille de Leuctres, le stratège thébain Épaminondas, qui applique une tactique militaire innovante, inflige une terrible défaite à l'armée spartiate. Cette cinglante défaite signe le déclin de la cité.

Les troubles de la péninsule favorisent le déclin des cités, et Philippe II de Macédoine profite de cette aubaine pour imposer sa domination à l'ensemble du monde grec.

1. Plutarque, *Lycurgue*, VII.

[Sous la haute direction de monsieur François Pernot, maître de conférences en histoire moderne](#)

Adjudant-chef Jean-Paul Talimi
Rédacteur au CESA

L'État-nation

La théorie de l'État-nation, dont les prémices remontent aux cités-états du monde antique, est apparue au xv^e siècle en Europe et a trouvé sa forme politique moderne à l'issue de la Révolution française. Cette dernière a en effet substitué la nation au roi comme origine du pouvoir, et consacré l'État-nation comme forme de la modernité politique. L'article 3 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen en constitue le manifeste fondateur : « *Le principe de toute Souveraineté réside essentiellement dans la Nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément.* » Le peuple forme la nation, dont procède le pouvoir et la souveraineté de l'État. C'est ainsi que la naissance de l'État-nation est indissociable de l'avènement des démocraties. Les États de l'Ancien Régime étaient en effet politiquement structurés par les familles royales, dont les alliances commandaient les guerres et les frontières, et dont la légitimité était fondée sur le principe du droit divin.

Au cours du xix^e siècle et jusqu'au début du xx^e, le sentiment national conduit à des révolutions qui ont pour objet de renverser les vieilles dominations monarchiques ou impériales, qui regroupaient des peuples et des territoires parfois très hétérogènes. Le « principe des nationalités » a ainsi été directement à l'origine de l'éclatement des empires ottoman et austro-hongrois.

Si le concept d'État n'est pas problématique, celui de nation a fait l'objet de controverses historiques qui trouvent leur illustration la plus saillante dans l'affrontement entre la France et l'Allemagne à la fin du xix^e siècle autour de la question de l'Alsace-Lorraine. Alors que l'Allemagne, pour justifier son emprise sur ce territoire annexé en 1871, revendique une conception de la nation fondée sur des éléments « objectifs » tels que la langue, la culture ou l'ascendance, la France, par la voix d'Ernest Renan, défend une conception volontariste et subjective fondée sur la volonté de vivre ensemble. La nation est selon lui « *principe spirituel, une âme, un vouloir-vivre collectif* » ou encore un « *plébiscite de tous les jours* » (conférence en Sorbonne donnée le 11 mars 1882 : *Qu'est-ce qu'une nation ?*).

La centralité du concept de nation dans l'organisation des États modernes a toutefois connu une double crise au cours du xx^e siècle. La première trouve son origine dans les deux guerres mondiales, qui ont été entre autres

attribuées à l'exacerbation du nationalisme. Le nouvel ordre mondial, qui émerge en 1945 autour de l'organisation des Nations unies, a constitué une première limitation de la souveraineté des États-nations qui en font partie, qui acceptent de se soumettre à une charte qui prévoit des actions coercitives en cas de menace contre la paix. La Communauté européenne voit le jour dans la foulée, à la faveur d'une remise en cause de l'État-nation en tant que forme ultime de la représentation et du gouvernement politique.

L'intégration européenne, conçue pour mettre fin à la possibilité de guerre en Europe, s'est appuyée sur une dynamique visant, bien au-delà du marché commun, à transférer au niveau européen un nombre croissant de compétences nationales, marquant dans certains domaines des abandons de souveraineté importants. On assiste toutefois aujourd'hui à un questionnement sur la capacité de l'Union européenne à incarner une forme politique « post-nationale », compte tenu de son impuissance à émerger en tant qu'acteur des relations internationales. Dans le même temps, on voit renaître en Europe des aspirations régionalistes qui font courir le risque d'un émiettement du territoire européen.

La seconde crise des états-nations est liée au mouvement de décolonisation intervenu depuis les années 1950, qui s'est traduit par la mise en place de frontières ne correspondant pas nécessairement à des divisions nationales, ethniques ou religieuses bien établies, et créant ainsi des zones de conflits durables (Afrique, Proche et Moyen-Orient). Des peuples ou nations sans État continuent par ailleurs d'en réclamer un (Kurdes).

Aujourd'hui, l'État-nation est tiraillé entre deux approches contradictoires : d'un côté, il continue, malgré les crises qu'il a traversées, d'être considéré comme la structure centrale de l'organisation des relations internationales. Au « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », qui fonde de nombreux mouvements centrifuges sécessionnistes, on oppose avec autant de force le principe de non-ingérence et de respect de la souveraineté des États, afin de préserver leur unité politique. D'un autre côté, la mondialisation et l'augmentation des flux migratoires imposent à l'État-nation un réajustement de ses principes fondateurs en direction d'une acceptation d'une plus grande hétérogénéité ethnique ou religieuse.

Le dilemme moral

La morale ne vise pas à révéler une quelconque vérité indépassable mais à questionner l'individu sur son comportement pour établir des règles collectives. En cela, elle peut parfois poser problème. C'est le cas, par exemple, lorsque la règle morale est mise en balance avec une autre règle morale, et lorsqu'elle est mise en balance avec des considérations éthiques. Ces deux cas relèvent de ce que l'on appelle le dilemme moral. Un dilemme moral apparaît lorsqu'un choix moral doit être opéré entre au moins deux options et dont on sait par avance qu'il sera moralement condamnable quelle que soit l'option retenue. Pour celui qui doit choisir, la question se pose alors : comment « servir deux maîtres » ? Comment être à la fois loyal envers la règle morale et en accord avec ses propres positionnements éthiques ? Ou encore comment choisir entre deux règles qui s'opposent ? Disons le tout de suite, il n'existe pas de solution toute faite. Chacun devra, en son âme et conscience, se déterminer et assumer les responsabilités inhérentes à son choix.

Les dilemmes moraux sont largement utilisés pour permettre aux étudiants de se confronter à la complexité de la prise de décision dans des situations où les contraintes morales se multiplient et parfois se heurtent. Parmi les plus connus, celui de la bombe à retardement (*ticking time bomb scenario*) illustre bien la difficulté à s'autodéterminer en cas de dissonance morale. Le scénario est le suivant : un individu que vous détenez est réputé avoir déposé une bombe dans un centre commercial. Cette bombe doit exploser à une heure de forte affluence. Le détenu refuse d'indiquer la localisation de la bombe et vous ne savez pas s'il sait réellement où est cette bombe. La question se pose alors de savoir s'il est acceptable de recourir à la torture pour obtenir l'information désirée et éviter la mort de plusieurs centaines de personnes. Plusieurs informations doivent alors être prises en compte. Tout d'abord, vous savez pertinemment que la torture est parfaitement illégale. Vous savez également que des informations obtenues sous la torture peuvent ne pas être fiables si le détenu, ne sachant pas où est la bombe, les a données pour faire cesser ses souffrances. Pour autant, si le détenu sait où est situé l'explosif, il est toujours possible que ces informations soient bonnes. Ensuite, deux positions axiologiques se confrontent : l'une consiste à donner à la vie humaine une valeur intrinsèque indépendante de toute autre considération et donc à interdire d'y attenter quelles que soient les conséquences

(déontologisme) ; l'autre mesure cette valeur au regard des conséquences potentielles du respect ou du non-respect de la vie humaine (conséquentialisme). En d'autres termes vous devez décider si la vie du terroriste présumé doit être préservée au nom de l'inviolabilité de la vie humaine, ou si sa vie doit être mise en balance avec celles des victimes potentielles.

Une telle situation permet de mettre en lumière l'essence du dilemme moral : quelle que soit l'option choisie, elle sera moralement condamnable. Elle permet également de souligner la différence entre la morale, qui réprouve le recours à la torture, et l'éthique, qui implique un choix personnel intégrant d'autres facteurs que la seule morale, en l'occurrence : l'illégalité de la torture et les conséquences potentielles du choix retenu. D'autres éléments entrent en ligne de compte : votre culture, votre niveau de stress, les conditions dans lesquelles doit être prise la décision, le temps imparti, la pression sociale ou professionnelle, vos croyances, la personnalité du détenu ainsi que sa qualification (terroriste)... La décision est loin d'être évidente. Pour preuve, un sondage mené dans 25 pays par la BBC en 2006 démontrait qu'un tiers des 27 000 personnes interrogées considéraient que la torture était acceptable à un certain degré pour lutter contre le terrorisme.

A posteriori, il est toujours aisé de juger une telle décision. *A priori*, il est toujours malaisé de choisir dans l'incertitude des conséquences éventuelles. Il serait donc facile d'affirmer qu'un choix est meilleur qu'un autre. Mais l'éthique, contrairement à la morale, se conjugue au présent. Elle est l'expression d'un choix spécifique attaché à une situation précise à un moment donné. Plus encore que la morale, l'éthique est éminemment relative et subjective. La tension qu'elle provoque à l'heure du choix en situation de dilemme moral est difficile à gérer.

De fait, pour éviter que, comme l'affirmait Nietzsche, la moralité n'abêtisse en privant l'individu de l'exercice de sa libre pensée, il est essentiel d'utiliser des cas concrets de dilemmes moraux qui permettront notamment d'introduire les grands courants de la morale pour favoriser une réflexion ouverte, globale et nuancée.

Œdipe-roi de Sophocle

Œdipe-roi est une tragédie grecque qui revisite le mythe fondateur d'Œdipe, personnage à la recherche de la vérité qui va passer de la position glorieuse de roi de Thèbes à celle d'homme aveugle errant sur les routes.

Œdipe ou la quête de la vérité

Œdipe est sommé par le peuple de Thèbes de délivrer la cité de la peste (*loimos*) qui l'accable. En tant que vainqueur du Sphinx et roi, il est en effet considéré comme le « *premier d'entre les hommes* ». Magnanime, Œdipe tente de découvrir l'origine de ce mal et s'aperçoit que la souffrance de Thèbes a pour origine un « *commerce infâme* » : à première vue, le meurtre de l'ancien roi Laïos, premier époux de la reine Jocaste. Dans sa quête de la vérité, il découvre qu'il est lui-même l'auteur de cette infamie et que Laïos était son père. Il comprend du même coup qu'en épousant Jocaste il s'est marié avec sa propre mère. Cette découverte lui cause un profond désespoir, un choc de la vérité qui déclenche son *hubris* (à l'origine une force extrêmement violente qui conduit les protagonistes des tragédies grecques à détruire avec démesure ce qui les entoure). La puissance de ce choc l'amène finalement à se crever les yeux.

Œdipe ou la réalisation d'un destin à tout prix

Le tragique destin d'Œdipe est prédit à sa mère à la naissance de l'enfant puis directement au jeune homme. Pour échapper à ces prédictions, Jocaste abandonne son fils. Quant à Œdipe, il décide de fuir la région de Corinthe. Sans même connaître ses origines, il devient un véritable conquérant et se hisse au pouvoir, à la place même de son père, et épouse sa mère. Alors que la résolution de l'énigme du Sphinx l'a mené sur le trône, la résolution de l'énigme de l'assassin de Laïos signe la réalisation de son destin. Sophocle montre ainsi que nul ne peut échapper à sa destinée, qui est le résultat de forces surpassant toutes les autres et ne s'attachant à aucune morale. Les efforts d'Œdipe pour se soustraire à ces forces ont été vains : il est tragiquement enchaîné à sa condition d'homme où le bonheur ne peut exister sans la souffrance. En se crevant les yeux, il redevient celui qu'il a toujours été : un aveugle, et s'harmonise avec son destin.



Œdipe et Tirésias

Recherche d'un double but, politique et cathartique :

Avec *Œdipe-roi*, Sophocle poursuivait principalement deux volontés distinctes et parallèles :

- **une volonté politique** : Sophocle, en tant qu'homme politique athénien, souhaitait donner une dimension politique et civique à sa pièce en montrant l'exemplarité d'un homme face à ses devoirs envers la Cité. Si Œdipe possède quelques caractéristiques tyranniques, il est avant tout présenté dans la pièce comme un roi exemplaire et attaché à la vérité, même si cette vérité doit lui coûter son pouvoir, sa famille et sa dignité. Pour délivrer la communauté de sa souffrance et pour préserver son unité, il choisit d'accepter la déchéance et de descendre de la première à la dernière marche. Ce choix est aussi la conséquence d'une éthique individuelle profonde et sans faille ;
- **une volonté cathartique** : Sophocle souhaitait développer chez le spectateur la purgation des passions et la purification émotionnelle (catharsis). Le spectateur, confronté aux malheurs d'Œdipe, éprouve un sentiment double : jouissance de toute-puissance déclenchée par la connaissance de la destinée (il regarde Œdipe avancer lentement vers une vérité destructrice), pitié ressentie par l'identification au personnage soumis aux aléas de la condition humaine.

Reprise du mythe d'Œdipe au xx^e siècle

Le mythe œdipien a toujours fasciné les dramaturges, qui l'ont décliné sous mille facettes, parce qu'il est un exemple tragique parmi les puissants. Dans *La Machine infernale* (1932), Jean Cocteau l'exprime une nouvelle fois en révélant l'extrême violence de la société et le pessimisme qui s'est emparé des hommes par rapport à l'avenir. Par l'écriture d'*Antigone* (1944), et d'*Œdipe ou le Roi boiteux* (1978), Jean Anouilh souhaite dénoncer des travers de la société, en explorant d'autres aspects d'Œdipe et de sa descendance, tous profondément attachés à leurs systèmes de valeurs. Avec la diffusion de la psychanalyse freudienne, Œdipe a eu tendance à devenir un simple symbole incestueux. Néanmoins sa puissance tragique ne doit pas être oubliée.

Grâce à ses convictions profondes qui lui confèrent une dimension exemplaire, Œdipe fascine depuis des siècles les écrivains tragiques, les spectateurs et les lecteurs, qui aiment à observer avec émoi, avec souffrance et avec plaisir un homme tentant de s'accorder au plus intime de lui-même avec sa conception de la vérité et de la justice. Cette exemplarité tragique, qui est reprise avec encore plus de force par sa fille Antigone, révèle à chacun la fragilité et l'ironie de sa condition.

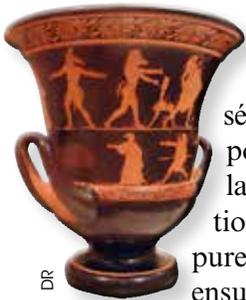
La céramique grecque

La céramique grecque – *kéramikos* signifie « argile » en grec –, est un témoin majeur de l'évolution des goûts artistiques et de la vie quotidienne des Grecs à l'époque classique. Par leur qualité, leurs proportions idéales et leurs ornements, les vases grecs ont une valeur sociale et historique majeure, témoignant du génie de la civilisation grecque.

Les céramiques grecques ont été produites entre 900 et 300 avant J.-C., principalement à Corinthe et à Athènes. On en distingue principalement deux types :

- **la technique de la figure noire**, apparue au VII^e siècle avant J.-C. à Corinthe. Le vase est de couleur rouge et orné de décors aux contours particulièrement nets et stylisés, incisés et rehaussés de rouge ou de blanc.

- **la technique de la figure rouge**, apparue un peu plus tard à Athènes, vers 530 avant J.-C., à l'initiative du peintre d'Andokidès. Il s'agit de la technique inverse : le vase est noir alors que le décor est rouge. Dans un premier temps cantonnée aux coupes et aux assiettes, cette technique acquiert une renommée particulière grâce à sa couverte noire, d'une uniformité et d'un lustre sans précédent. Les décors et les formes ne se renouvelant pas, la production cesse 150 ans plus tard, dans la seconde moitié du IV^e siècle.



DR

L'argile était mélangée à des dégraissants organiques ou minéraux afin d'hydrater la poterie en prévision du séchage. Une fois la pâte façonnée pendant le tournage, le potier ajoutait le pied, le col et les éventuelles anses. Après la période de séchage, l'artisan pouvait commencer la décoration en incisant et en peignant à l'aide d'une solution d'argile pure changeant de couleur lors de la cuisson. La céramique était ensuite cuite au four à environ 800 degrés, pendant un temps de cuisson dépendant de la couleur qu'il souhaitait obtenir : une cuisson oxydante, riche en oxygène, donnait des figures noires, et une cuisson réductrice, pauvre en oxygène, des figures rouges. Enfin, les décors pouvaient être retouchés ou complétés grâce à des incisions dans le vernis ou par des rehauts de couleur, qui donnaient un aspect plus naturel à l'ornementation.

Les motifs des poteries n'ont cessé d'évoluer au cours des siècles. Dès le VIII^e siècle, les céramiques ne sont plus seulement des objets utilitaires : les décors symboliques désignant l'usage du vase deviennent des scènes narratives qui font de l'objet d'un nouveau moyen de communication. Les poteries archaïques étaient ornées de motifs géométriques, qui deviennent ensuite des motifs floraux, puis des animaux et des monstres (le sphinx, le lion, le griffon) avec des références à la mythologie grecque. Les figures au départ simplement silhouettées ont été détaillées avec l'influence orientale, tenant bientôt la première place dans les décorations. Dès le VII^e siècle, avec la période dite « corinthienne » où la production s'accroît et les exportations atteignent leur point culminant, des peintres sortent du lot : le peintre de Nessos, puis au début du VI^e siècle le peintre de Gorgone. À partir de 570 avant J.-C., la frise animalière disparaît pour laisser entièrement place à des scènes humaines avec les peintres Lydos, Amasis ou encore Exékias. Au V^e siècle, les personnages passent du formalisme au réalisme en suggérant la perspective. Lors de la période classique, aux V^e-IV^e siècles, les peintres, nostalgiques des figures archaïques, reprennent d'anciens motifs qu'ils stylisent : c'est l'apparition des maniéristes, avec notamment le célèbre peintre de Pan.

Utilisées dans la vie quotidienne, les céramiques pouvaient aussi servir des occasions plus particulières, en fonction de leur forme et du soin apporté aux décors. Pour contenir des denrées alimentaires, on utilisait par exemple l'amphore, pour l'eau, l'hydrie et pour le vin, délayé à l'eau (le vin ne se buvait pas pur), le cratère, l'*anochoé* et l'*olpè*. L'aryballe ou le lécythe servaient à contenir des produits de soin du corps tels que les huiles parfumées venues d'Orient. Quant aux céramiques plus élégantes, elles étaient utilisées pour des occasions spéciales comme les fêtes civiques (banquets, jeux,) ou encore pour honorer les défunts (un lécythe funéraire était disposé sur les tombes).



DR



DR

En tant qu'expression artistique et témoin de l'organisation de la civilisation grecque, la céramique grecque constitue une pièce importante du puzzle de l'histoire.

Fish and chips

Let's be honest, the UK is not renowned for its exquisite food. Ask French people about it and all you will hear is « *beurk* » ! But there is more to British cuisine than just jelly, roast lamb with mint sauce, over-boiled vegetables or *Marmite* on toasts. There is one dish that you will find wherever you are in the UK : fish and chips.

Don't forget that the UK is an island (the Brits are very proud of this) and fish and chips bring two worlds together: sea and countryside.

To start with, it was a popular take-away food among the working class people back in the 19th century (the first fish and chips shop was opened in London in the 1860s) but as the years went by, it became one of the nation's best-loved meals. Whether you are from the working class, middle class or upper class, young or old, it is a good old classic. Even the Queen herself likes to watch her favourite TV show (a soap called *Eastenders*) while sipping at a cup of tea and eating some fish and chips.

Its popularity probably comes from the fact that it is a very simple recipe : battered fish (generally, cod or haddock) and deep-fried chips. It used to be served wrapped in newspapers (to make it less greasy) but now, when you go to the chippies, it's normally put into a cardboard box and off you go ! Make sure to get a portion of mushy peas too. It may not look yummy but it is deceiving. Try it ; it is delicious ! Be careful and watch for the vinegar bottle though ! It is almost mandatory to sprinkle malt vinegar over your chips. That is the way the British like their chips but our French palates are not used to it. We have to admit that it is not really a tasty combination.



DR

Nowadays, fish and chips shops have lots to offer. For instance, if you go to Scotland, don't be surprised to see that almost everything can be deep-fried. Sausages or scampi of course but also pizza and even more bizarre, mars bars or any kind of chocolate bars !

This is quite original but certainly not very healthy!

Le comité pédagogique

sous le patronage du général d'armée aérienne Denis Mercier,
chef d'état-major de l'armée de l'air

Général de brigade aérienne Patrice Sauvé, *directeur du Centre d'études stratégiques aérospatiales.*

Colonel Bernard Dartaguiette, *commandant du Centre d'enseignement militaire supérieur air.*

Denise Flouzat, *recteur d'académie, professeur des universités et ancien membre du conseil de la politique monétaire de la Banque de France.*

Jean-Pierre Zarader, *agrégé de philosophie.*

Jean-Yves Daniel, *inspecteur général de l'Éducation nationale.*

Odile Fuchs-Taugourdeau, *magistrate, vice-présidente de section au tribunal administratif de Paris.*

Patrick Facon, *chargé de mission au CESA, qualifié aux fonctions de professeur des universités.*

François Pernot, *professeur des universités en histoire moderne.*

Frédéric Charillon, *directeur général de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM).*

Pierre-Henri d'Argenson, *rapporteur à la Cour des comptes.*

Jacques Villain, *histoire de la conquête spatiale et de la dissuasion nucléaire, membre de l'Académie de l'air et de l'espace.*

Jean-Marc Albert, *professeur d'histoire de première supérieure.*